

Burundi : la ligue des jeunes du pouvoir défile dans Bujumbura

@rib News, 22/07/2017 Source AFP La ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi, que l'ONU qualifie de milice, est livrée samedi à une "démonstration de force" lors de sa première grande manifestation dans la capitale Bujumbura. Des milliers de jeunes "Imbonerakure" ("Ceux qui voient de loin" en kirundi) ont sillonné les rues de Bujumbura en marchant ou en courant au rythme de chansons à la gloire du président Pierre Nkurunziza que dévotaient des haut-parleurs montés sur des camionnettes.

Des habitants de Bujumbura interrogés par AFP ont évalué leur nombre entre 5.000 et 10.000. Ces rassemblements sont fréquents en province, mais il s'agit de la première manifestation de cette ampleur à Bujumbura, une capitale considérée comme acquise à l'opposition. La ligue de jeunesse est fâchée sur son compte Twitter de cette manifestation des "Imbonerakure de la mairie de Bujumbura, qui avaient (depuis) longtemps soif de démontrer leur force". Le cortège, sous bonne escorte policière, a fini sa manifestation dans le quartier populaire de Nyakabiga dans le centre-est de Bujumbura, une zone totalement acquise à l'opposition et un des hauts lieux des manifestations contre le président Nkurunziza, au plus fort de la contestation de son 3e mandat en 2015. "Quelle démonstration de force ? Le parti CNDD-FDD régnait d'autorité par la terreur et la plupart des gens sont obligés. Cela vient confirmer encore une fois que l'espace politique est verrouillé au Burundi car aucun autre parti, surtout de l'opposition, ne peut manifester ainsi à part eux", a déclaré auprès de AFP Léonce Ngendakumana, vice-président du parti d'opposition Frodebu et l'un des rares leaders d'opposition burundais qui ne vit pas en exil. Plusieurs ambassades, notamment celles de Belgique et des USA, avaient envoyé dès vendredi soir des messages d'avertissement à leurs ressortissants, leur demandant d'éviter les secteurs où les Imbonerakure allaient manifester. Ces derniers sont accusés par les ONG locales, internationales et l'ONU d'être responsables aux côtés de la police, des services secrets et de l'armée, des graves violations des droits de l'homme commises depuis avril 2015, dont de nombreux cas de viols. La FIDH a dénoncé dans son nouveau rapport la "militarisation" de ce groupe. Le Burundi traverse une grave crise politique marquée de violences depuis la candidature en avril 2015 du président Nkurunziza à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année. Ces violences ont déjà fait de 500 morts à 2.000 victimes, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});